



SciencesPo.

CERI
CNRS

TURQUIE : LES LEÇONS D'UN SCRUTIN

Jean-François Bayart

(Directeur de Recherche au CERI-Sciences Po/CNRS)

La victoire du Parti de la Justice et du Développement (AKP) aux élections législatives du 12 juin a entraîné son lot d'interrogations et de commentaires convenus dans une France qui décidément s'obstine à ne rien comprendre à l'un des pays clefs de la Méditerranée orientale. Plutôt que de gloser à l'infini sur la nouvelle orientation, dite « néo-ottomane », de la diplomatie turque, d'éprouver une joie mauvaise sur ses difficultés ou ses échecs supposés au Moyen-Orient et de continuer à jauger la prétendue « islamisation » de l'Anatolie selon le calendrier mystérieux d'un « agenda caché », mieux vaut tirer quelques leçons simples de ce scrutin, en marge de l'orientalisme géostratégique.

La première d'entre elles a trait au triomphe électoral du Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan. Que ce succès ait été sans surprise ne le rend pas moins éclatant. Simultanément, il est incontestable, chose suffisamment rare dans la région pour être soulignée. Comme il se doit en Turquie depuis 1950, les résultats ne sont pas discutés car aucune fraude d'envergure ne les entache. Voilà donc une majorité reconduite pour la troisième fois depuis son accession au pouvoir en 2002. Comment expliquer cette décision des électeurs, exceptionnelle dans l'Europe d'aujourd'hui, de ne pas sortir les sortants ? Certainement pas par une conversion massive de la nation à un projet d'islamisation. Toutes les enquêtes

d'opinion confirment que les motivations religieuses du vote sont marginales en Turquie, y compris au sein des soutiens de l'AKP.

Une première raison de la victoire de ce dernier est d'ordre économique : on ne change pas une équipe qui gagne, et de fait le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan n'a pas à rougir de son bilan en la matière. Il a consolidé la sortie de crise qu'avait conçue et engagée le social-démocrate Kemal Dervis en 2001-2002, après l'implosion du secteur bancaire et financier et la chute vertigineuse de la monnaie, et il a su depuis maintenir une forte croissance (8,9% en 2010) tout en maîtrisant l'inflation et l'endettement public. En moins de dix ans, le revenu par habitant a été multiplié par dix, les exportations par deux, et les investissements directs étrangers sont passés de 700 millions d'euros à 13 milliards d'euros par an. Certes, l'économie turque, en surchauffe, demeure financièrement vulnérable et garde des faiblesses structurelles : population active agricole trop élevée, population active féminine trop faible, déficit de la balance des paiements courants et de la balance commerciale, insuffisance de la recherche-développement préjudiciable à terme à sa montée en gamme dans la division internationale du travail, récurrence du chômage et de l'emploi informel, flux financiers d'origine régionale douteuse, prédation environnementale. Mais elle n'a plus grand-chose à voir avec ce qu'elle était il y a dix ans, comme l'ont prouvé sa capacité de redressement après la crise de 2009 (- 5% de croissance) et la résistance inédite de son secteur bancaire devant la tourmente internationale.

Une deuxième explication du succès électoral de l'AKP participe du sentiment de confiance et de fierté que le tandem formé par le Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, et le président de la République, Abdullah Gül, ont su insuffler au pays, et que servent quelques très bons ministres, dont l'infatigable ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu. Le fait que la Turquie en ait fini avec l'instabilité des gouvernements de coalition qui prévalait peu ou prou depuis les années 1960, grâce à la majorité absolue dont jouit l'AKP au Parlement, y contribue. Mais aussi le dynamisme de l'économie, le statut de pays émergent qui est maintenant reconnu à la Turquie – membre du G 20, dix-septième économie mondiale –, la jeunesse de sa population, l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne en 2005 – pour frustrant que leur déroulement se soit révélé en raison de l'obstruction de certains membres, France en tête – le rayonnement du prétendu « modèle turc » dans le monde musulman, l'audience en tout cas de ses *novelas*, doublées en arabe, et le succès de ses biens de consommation dans le Moyen-Orient, l'activisme de la diplomatie de paix de Ahmet Davutoğlu dont le partenariat avec le Brésil, dans la tentative de règlement du contentieux nucléaire avec l'Iran, en 2009-2010, a démontré le caractère

désormais « global », et non plus simplement « régional ». Un sondage a bien restitué ce climat éminemment favorable à la majorité sortante : 48% des Turcs se disent optimistes quant à l'avenir de leur pays. En 2002, ils n'étaient que 4% à formuler une telle opinion ...

Enfin, un troisième facteur est intervenu, dont les Français ne prennent pas la mesure, tout empêtrés qu'ils sont dans leurs éternelles alarmes sur l'islam et la laïcité. L'AKP est parvenu à faire ce que ni la droite traditionnelle ni la gauche n'avaient réussi depuis 1960 : endiguer le pouvoir politique de l'armée qu'elle s'était alors arrogé, au mépris du dogme kémaliste, et libérer le pays de la tutelle militaire, que la Constitution de 1982 avait amplifiée et institutionnalisée, à la suite du terrible coup d'Etat de 1980. Non seulement le Conseil de sécurité nationale a vu ses prérogatives rognées, le gouvernement fait désormais prévaloir ses vues en matière de promotion au sein du haut commandement, pour la première fois depuis les années 1960, et, chose jadis inimaginable, plusieurs officiers supérieurs ont été inquiétés pour tentatives de putsch fomentées depuis l'accession au pouvoir de l'AKP, en 2002. Mais encore, et peut-être surtout, le principal protagoniste du coup d'Etat de 1980, le général Kenan Evren, a été entendu par la justice, ces dernières semaines, après plusieurs de ses collaborateurs de l'époque. Quand on sait que l'armée bénéficiait jusqu'à présent d'une impunité complète au nom de la défense de la laïcité, de l'héritage kémaliste, de la sécurité nationale, et *tutti quanti*, et qu'elle a pu, pourvue de ce viatique, commettre trois putsch avérés (en 1960, en 1971 et en 1980) plus un « postmoderne » (en 1997, sans démonstration de chars !) et une tentative numérique (en 2007, par mise en ligne d'un communiqué), emprisonner, torturer, exécuter, réprimer le mouvement kurde, la gauche et le syndicalisme, mettre au pas l'Université, ce n'est pas rien.

En fait, le corps électoral turc a toujours su infliger une défaite politique à l'armée après chacune de ses interventions : en 1965, en votant pour le Parti de la Justice, qui était le surgeon du Parti démocrate chassé du pouvoir en 1960 ; en 1973, en donnant un avantage relatif au Parti républicain du peuple qui s'était trouvé un nouveau leader en la personne du jeune Bülent Ecevit, censé être plus ouvert à ce que l'on commençait à nommer la « société civile » ; en 1983, en accordant la victoire à Turgut Özal, dont l'état-major s'était éloigné après avoir appuyé (et rendu possible) son plan d'ajustement structurel de l'économie ; en 2002, en offrant à l'AKP la majorité absolue des sièges en guise de désaveu cinglant du coup d'Etat « postmoderne » de 1997 qui avait chassé du pouvoir son prédécesseur, le Parti de la Prospérité (Refah), et conduit à sa dissolution.

Il se trouve que cette sagacité de l'électorat turc est orientée à droite depuis 1950, et d'aucuns peuvent naturellement le déplorer. L'AKP est l'héritier d'une longue lignée à la fois conservatrice et modernisatrice qui va du Parti démocrate de Adnan Menderes, puis du Parti de la Justice et du Parti de la Juste voie de Süleyman Demirel, au Parti de la Mère Patrie de Turgut Özal, et qui s'est opposée à l'étatisme centralisateur qu'incarnait plus ou moins le Parti républicain du peuple (CHP). Tous ces partis successifs de droite ont flirté avec la sensibilité religieuse, à des titres divers. Mais là n'est pas l'essentiel puisque l'armée l'a également fait en mettant l'islam au service du réarmement moral de la nation contre les miasmes du communisme et du séparatisme et a même aidé, au début des années 1970, Necmettin Erbakan à former son premier parti parlementaire musulman, le Parti de l'Ordre national qui deviendra Parti du Salut national, puis Parti de la Prospérité, Parti de la Vertu, Parti de la Félicité, au fil des interdictions successives (l'AKP est une scission de cette mouvance erbakaniste qui se perpétue aujourd'hui sous la bannière du Parti de la Félicité). En réalité, il n'y a pas un jeu à somme nulle entre la République laïque et l'islam, comme j'ai essayé de le montrer dans mon dernier livre¹. Dans les profondeurs de la société, notamment dans les familles, le compromis entre musulmans pieux et « laïcards » l'emporte, et le Kulturkampf semble limité à la sphère des élites. Historiquement, l'islam sunnite de rite hanéfite a été la matrice d'une République dont la citoyenneté est demeurée sourdement ethnoconfessionnelle, à l'instar de ce que l'on observe dans la plupart des anciennes provinces de l'Empire ottoman, y compris en Israël. En 2006, 74,3% des Turcs estimaient d'ailleurs que le prochain président de la République devait être un musulman pieux... et 75,2% qu'il devait protéger le sécularisme !

Aujourd'hui, le conflit politique a donc moins trait à la laïcité *per se*, ou à l'islamisation, qu'à l'affrontement entre deux élites : d'une part, l'establishment kémaliste, tenant de l'Etat depuis les années 1920 ; de l'autre, des élites subalternes d'origine provinciale qui ont utilisé la cascade des partis conservateurs, depuis 1950, comme ascenseur social, comme mode d'accès au pouvoir (et accessoirement au crédit bancaire) pour s'émanciper du « colonialisme intérieur » (*İç Kolonizasyon*) institué par la mission civilisatrice kémaliste. Avec son style un tantinet démagogue, viril, voire brutal, d'ancien vendeur de *simit*, de dévot enrichi, de supporter de football, Recep Tayyip Erdoğan est en phase avec cet électorat, aussi bien notabiliaire que populaire, en mal de réussite et de respectabilité. Reste que son vrai atout a été la double sortie de crise qu'il a su mener à bien : sortie de la crise économique, en reprenant à son compte la politique d'ajustement structurel du social-démocrate Kemal Dervis, mais en lui conférant un cours explicitement néolibéral ; sortie de

¹ *L'Islam républicain. Ankara, Téhéran, Dakar*, Paris, Albin Michel, 2010.

l'autoritarisme, et même, de manière plus velléitaire, de la définition ethnoconfessionnelle de la citoyenneté, en faisant adopter une batterie de dispositions législatives et d'amendements constitutionnels d'inspiration libérale, en acceptant de poser la question kurde dans des termes politiques en 2009, et en infligeant camouflets électoraux sur gifles judiciaires à l'armée. Reste aussi que Recep Tayyip Erdoğan et l'AKP ne sont que l'expression, ou plutôt qu'une expression, des transformations de la société turque, en proie, depuis les années 1980, à la libéralisation économique, au consumérisme et à une drôle de movida qui n'épargne pas les pratiques concrètes des croyants musulmans.

Néanmoins, le triomphe de Recep Tayyip Erdoğan n'est pas sans nuances, et c'est ce qui en fait aussi l'intérêt politique. L'AKP a gagné en voix (49,9% des suffrages exprimés, au lieu de 46,66 en 2007), mais perdu en sièges (326, sur 550, au lieu de 341 en 2007). Il n'obtient aucune des deux majorités qualifiées qui lui auraient permis de faire adopter par le seul Parlement son propre projet de Constitution ou de le soumettre à référendum². Il devra donc négocier avec l'ensemble des formations politiques, y compris celles qui ne sont pas représentées au Parlement, le texte de la nouvelle Constitution que chacune d'entre elles appelle officiellement de ses vœux pour définitivement tourner la page du coup d'Etat de 1980, mais sans s'entendre avec les autres sur ses principales dispositions ni même sur son esprit. Ainsi, il n'est pas certain que Recep Tayyip Erdoğan parvienne à faire prévaloir le principe d'un régime présidentiel qu'il appelle de ses vœux. Ce qui, au demeurant, ne l'empêchera pas de briguer la succession de son ami Abdullah Gül en 2014, celui-ci ne pouvant se représenter. Le Premier ministre n'a donc pas complètement gagné son pari. Depuis plusieurs mois, il avait gelé toute ouverture à l'égard des Kurdes, après avoir négocié en sous-main un plan de paix avec le leader historique – embastillé – du PKK, Abdullah Öcalan, et il avait adopté une posture nationaliste souvent provocatrice, au détriment des relations avec Israël et avec l'Arménie. Il espérait que celle-ci interdirait au parti d'extrême droite, dit d'Action nationaliste, le MHP, de franchir la barre des 10% des suffrages exprimés permettant d'entrer par la grande porte au Parlement, et qu'elle lui procurerait de la sorte plus de 330 sièges. Mais il a perdu sur ces deux tableaux. Le MHP, en léger recul, a néanmoins rassemblé 12,9% des suffrages exprimés et emporté 53 sièges. Le Parti de la Paix et de la démocratie (BDP) – x-ième avatar parlementaire du nationalisme kurde – a recueilli 6,6% des suffrages exprimés et 36 sièges – 16 de plus que dans la précédente

² Un amendement constitutionnel adopté par une majorité qualifiée de 330 voix suppose son approbation ultérieure par voie référendaire. Si la révision constitutionnelle est adoptée par 367 voix le vote de l'Assemblée suffit.

législature³. Et l'AKP a enregistré des scores médiocres dans le Sud-Est pour ne pas avoir su répondre à l'attente de l'électorat kurde qui lui avait longtemps prodigué ses faveurs. Quant à l'opposition social-démocrate du CHP, elle plafonne à 25,9% des suffrages exprimés qui lui ont donné 135 sièges, en deçà de ce qu'espérait son nouveau leader, Kemal Kılıçdaroğlu, surnommé Gandhi, dont la position et l'essai d'aggiornamento du vieux parti néo-kémaliste et souverainiste sont pris à contre-pied.

Ces résultats, plus tempérés qu'il n'y paraît de prime abord, privent utilement Recep Tayyip Erdoğan d'un blanc-seing qui eût été mal venu. En effet, le vrai danger politique, en Turquie, ne réside pas dans l'« islamisation » de la société dont l'AKP serait le fourrier au moment même où il a renoncé à son affichage confessionnel – il est plus plausible de voir en lui le fossoyeur de l'islam politique! – ni dans un agenda si bien « caché » qu'on ne l'a toujours pas trouvé après huit ans d'hégémonie parlementaire. Le risque est l'affirmation d'une nouvelle forme d'autoritarisme, démocratique dans la mesure où il est validé par les urnes, mais affranchi de tout vrai contre-pouvoir faute d'opposition crédible, comparable *mutatis mutandis* à ce que le pays avait connu dans les années 1950 sous la houlette de Adnan Menderes. L'emprise de l'AKP sur les médias, le triste palmarès de la Turquie en matière de journalistes emprisonnés (de 50 à 60) et d'intellectuels traduits devant les tribunaux (10 000 affaires en cours de jugement !), le recours à l'arme fiscale pour déstabiliser les gêneurs, le possible dévoiement politique des investigations et des procédures judiciaires relatives aux tentatives de coup d'Etat depuis 2002 dans le cadre très extensible de l'affaire Ergenekon, l'usage tous azimuts d'écoutes téléphoniques à l'initiative d'une police que l'on dit infiltrée par la néo-confrérie des *fethullahci*⁴, la diffusion opportune sur Internet de films vidéos surprenant des parlementaires du MHP en fâcheuse posture, la censure du *web*, le tempérament personnel de Recep Tayyip Erdoğan qui ne semble plus s'accommoder de la moindre critique n'ont pas laissé d'inquiéter ces dernières années. Y compris parmi les rangs des intellectuels libéraux ou de gauche qui ont appuyé le gouvernement afin d'endiguer l'armée, de cantonner et mettre en pleine lumière ce que l'on nomme en Turquie l'« Etat profond » - celui des services secrets, des milieux ultranationalistes et des mafias, lointains héritiers du Comité Union et Progrès de la Première Guerre mondiale et des réseaux Gladio

³ Parmi les candidats indépendants ayant été élus avec le soutien du BDP figure le premier député de confession chrétienne à siéger dans la Grande Assemblée nationale turque depuis un demi-siècle : Erol Dora, dans la circonscription de Mardin (*La Croix-L'Evénement*, 15 juin 2011).

⁴ Les adeptes de la néo-confrérie (*cemaat*) de Fethullah Gülen, issue de la mouvance dite nurcu dont Said Nursi (1878-1960) a été le fondateur et le père spirituel, que l'on soupçonne de noyauter l'Etat, mais qui a toujours entretenu en réalité des relations très ambivalentes aussi bien avec l'armée qu'avec les partis islamiques parlementaires. Le rôle de la néo-confrérie, simultanément conservatrice et modernisatrice, peut être comparé à celui de l'Opus Dei dans l'Espagne de Franco. Voir <http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-francois-bayart/090310/faut-il-avoir-peur-du-college-educative-de-villeneuve-saint-g>

de la Guerre froide -, de promouvoir l'adhésion à l'Union européenne garante de l'irréversibilité de la démocratisation, et de reconnaître le génocide des Arméniens.

Les électeurs ont donné à la majorité le moyen de gouverner, mais non celui d'imposer ses vues constitutionnelles. Recep Tayyip Erdoğan, sacré « maître des urnes » à la faveur de ses victoires successives depuis 2002, en a pris acte en empruntant dimanche soir un ton beaucoup plus conciliant que pendant la campagne. Le plus probable, le plus souhaitable en tout cas, est qu'il reprenne ses négociations secrètes avec Abdullah Öcalan, qu'il ouvre un véritable dialogue politique avec le BDP, et que Kemal Kılıçdaroğlu saisisse la main tendue par le Premier ministre pour l'élaboration de la nouvelle Constitution en résistant aux manœuvres de déstabilisation internes au CHP que les partisans de son prédécesseur, Deniz Baykal, ont déjà lancées en appelant à sa démission sous prétexte des résultats décevants des législatives.

Ces dernières nous dispensent une dernière leçon, qui s'adresse directement à l'Union européenne, et singulièrement à la France. Le bilan de la politique de Nicolas Sarkozy, grand pourfendeur de l'adhésion de la Turquie à l'UE pour de sombres raisons électoralistes, est affligeant. En quelques années, la France s'est aliénée la première puissance de la Méditerranée orientale et du Proche-Orient, dont elle découvre soudain qu'elle pèse beaucoup plus lourd que ses alliés traditionnels, balayés ou ébranlés par le « printemps arabe », et qu'elle est devenue une « source d'inspiration », comme le dit, faussement modeste, Ahmet Davutoğlu, jusqu'au Maghreb. Mais que sont-ils devenus nos Ben Ali, nos Moubarak avec lesquels nous pensions bâtir l'Union pour la Méditerranée afin de mieux tenir à distance l'intempestive Turquie ? Notre Assad, dont l'amitié a été reconquise de haute lutte par Claude Guéant, soucieux de laver l'affront que lui avait fait subir Jacques Chirac pour cause d'ingérence criminelle au Liban ? Que représente ce fameux pays du Cèdre auquel nous avons sacrifié tant d'efforts diplomatiques, tant d'argent, tant de vies aussi, par rapport à la Turquie à laquelle nous avons réservé ce que nous savons faire de mieux en matière de vexations et de courtes vues ? Enfin, était-il bien nécessaire d'accueillir avec tant de pompe Mouammar Kadhafi, en décembre 2007, pour le bombardier de si belle manière en 2011 ? Tout au long du quinquennat, la diplomatie française dans la région a décidément été du grand n'importe quoi.

Sans mauvais jeu de mots, elle n'a pas connu son chemin de Damas à la faveur du « printemps arabe ». Le renversement soudain de Ben Ali et les scandales franco-français dont il s'est accompagné n'ont rien appris à Nicolas Sarkozy. Celui-ci décrypte le grand

tremblement du Moyen-Orient et du Maghreb à travers le petit bout de la lorgnette – celui des 7 000 immigrés tunisiens qui en ont profité pour tenter l’aventure de la traversée⁵ – et les fantasmes de la « nouvelle diplomatie » de Bernard Henry Lévy, qui n’est pas meilleure que sa « nouvelle philosophie ». Plus généralement, la France continue d’aligner contresens sur clichés à propos de la Turquie pour essayer de justifier le cours erratique de sa politique étrangère. Ainsi, Ankara est accusé de tout et de son contraire. Hier d’être le « cheval de Troie » des Etats-Unis au sein de l’Union européenne, aujourd’hui de suivre un cours anti-occidental et « néo-ottoman ». Hier d’avoir une diplomatie musulmane de substitution par rapport au projet européen, aujourd’hui de ne rien avoir vu venir dans le monde arabe et d’être impuissant face à sa déstabilisation quand il s’agissait d’avoir « zéro problème avec les voisins », selon la formule de Ahmet Davutoğlu. Gageons que la brouille turco-israélienne, à la suite de l’opération Plomb durci, à Gaza, en 2008-2009, et de l’interception par Tsahal de la flottille humanitaire tentant de forcer le blocus naval du territoire palestinien, en 2010, et les campagnes de presse qu’elle a provoquées à l’initiative d’un certain nombre de réseaux sionistes, n’entrent sans doute pas pour rien dans ces appréciations hâtives. Quand on veut noyer son chien, ne doit-on pas dire qu’il a la rage ?

Pourtant, la réalité est assez simple, et offre de vraies opportunités à la France. La Turquie met en œuvre une politique néolibérale qu’une forte croissance a rendu viable, mais qui n’est pas plus sympathique socialement pour autant et qui est à la merci d’une nouvelle crise financière internationale. En attendant, elle représente un partenaire commercial, énergétique et industriel aussi attractif que les autres pays émergents dans lesquels Nicolas Sarkozy a multiplié les visites de VRP – à Ankara, il s’est borné à un déplacement de cinq heures, en février, dans le cadre de la présidence française du G 20, au prix d’un quasi-incident diplomatique ! Par ailleurs, la Turquie n’a nullement renoncé à son adhésion à l’UE, même si les rebuffades qu’elle essuie rendent évidemment moins séduisante cette perspective aux yeux de son opinion publique. Est-il bien raisonnable de dire, comme Pierre Lellouche, lorsqu’il était ministre des Affaires européennes, que l’on est pour les négociations... et contre l’adhésion (sic) ? Un peu de logique, un peu de cohérence, Monsieur le Président de la République ! Généralement, quand on négocie, c’est pour essayer d’aboutir. Sauf, peut-être, quand on est Israélien ou Iranien.

Quoi qu’il en soit, la politique étrangère turque ne se réduit pas à une alternative entre un projet européen et une démarche globale, ou, encore moins, une approche islamo-moyen-

⁵ 5 000 d’entre eux demanderaient déjà l’aide au retour volontaire. En outre, rappelons que seuls 2 000 ressortissants tunisiens ont bénéficié, en 2010, des 9 000 entrées légales prévues par l’accord migratoire de 2008 au titre de la formation professionnelle. Source ! *Libération*, 14 juin 2011, pp. 16-17.

orientale. Elle a parfaitement les moyens de mener de front ces différents chantiers, ainsi que l'ont illustré l'ouverture de vingt-sept nouvelles ambassades depuis 2000, les visites de Recep Tayyip Erdoğan et de Abdullah Gül en Amérique latine et en Afrique, leurs multiples médiations régionales et leur fidélité à la coopération internationale dans l'enceinte des organisations multilatérales dont la Turquie est une actrice avisée. Ce qui ne veut pas dire qu'elle réussit toujours dans ses entreprises, tant s'en faut. Mais les succès de la diplomatie française ne sont pas tels, singulièrement dans les pays arabes, en Iran et en Afghanistan, que l'on doit ironiser à ce sujet. Ainsi, ce n'est pas par anti-occidentalisme et complaisance à l'égard de Mouammar Kadhafi que la Turquie s'est dans un premier temps opposée à une intervention armée en Libye, mais par réalisme : pour bien connaître ce pays par tradition historique, par ses investisseurs, par ses travailleurs émigrés, elle savait que le régime n'était pas aussi fragile que voulaient nous le faire croire BHL et ses amis de Benghazi, et que son renversement par la force ne s'apparenterait pas à une promenade militaire, outre le fait qu'il ne résoudrait pas les problèmes politiques. Les derniers mois lui ont donné raison, ce qui n'a pas étonné tous les diplomates ou tous les militaires français. Vis-à-vis de la Syrie, Recep Tayyip Erdoğan a d'abord essayé d'inciter le président Assad à engager des réformes, puis a durci le ton devant sa fuite en avant répressive et a ouvert ses frontières aux réfugiés. De même, en Egypte, il a été l'un des tout premiers à reconnaître la légitimité des revendications des manifestants. Il n'empêche que la Turquie est directement concernée, plus encore que les pays ouest-européens ou les Etats-Unis, par les bouleversements du monde arabe qui la frappent de plein fouet, sur le plan économique comme sur le plan humanitaire. Elle a gardé le souvenir des conséquences désastreuses des deux interventions américaines en Irak, en 1991 et en 2003. Elle sait que le régime baasiste, acculé, peut se ressaisir de la carte kurde qu'il a abandonnée, en 1998, sous la seule pression militaire, en se résignant à expulser Abdullah Öcalan. Elle s'en tient donc à une grande prudence, celle du chat échaudé qui néanmoins ne renonce pas aux souris. Rien, dans le parcours diplomatique de Recep Tayyip Erdoğan, ces derniers mois, n'est inquiétant ni déshonorant, et n'égale les invraisemblables faux-pas de la France. Bien au contraire, on mesure combien une Turquie membre de l'Union européenne apporterait à la PESC – la Politique étrangère et de sécurité commune – un surcroît de compétence et de savoir-faire. Quant à sa tentative de dégager un accord avec Téhéran sur la question nucléaire qui soit acceptable pour les pays occidentaux, il faut rappeler qu'elle a été conduite, de pair avec le Brésil, à la demande, ou en tout cas avec les encouragements, des Etats-Unis, lesquels se sont ensuite ravisés, peut-être dépassés par un succès qu'ils n'avaient pas escompté. Et derechef les faits semblent donner raison à Ankara depuis que la

véracité de la menace iranienne s'étiole aux Etats-Unis comme en Israël sans que la politique des sanctions ait amené à résipiscence Téhéran⁶.

En définitive, c'est surtout la gestion des relations de la Turquie avec l'Etat juif qui appelle le plus de réserve. Non que la politique de Tel Aviv soit acceptable. Mais Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu ont manqué de souplesse dans la formulation de leur désapprobation. Certains de leurs critiques les soupçonnent d'un vieux fond sunnite d'anti-sémitisme, ou en tout cas d'anti-sionisme, qu'ils se gardent évidemment d'exprimer. Recep Tayyip Erdoğan et Ahmet Davutoğlu ont en tout cas été ulcérés par le déclenchement à leur insu de l'opération Plomb durci alors qu'ils négociaient depuis des mois un accord de paix entre Israël et la Syrie et que celui-ci était sur le point d'être conclu – une opération Plomb durci dont l'un des objectifs était peut-être, précisément, de le saboter. De même, ils ne pouvaient accepter de bon gré que neuf de leurs concitoyens soient abattus par Tsahal en mai 2010, et ce d'autant moins que le *Mavi Marmara* avait été affrété par le rival direct de l'AKP, le Parti de la Félicité, et que des échéances électorales se profilaient à l'horizon, propices à toutes les surenchères nationalistes de l'opposition. Enfin, il ne faut pas sous-estimer le prestige dont jouit désormais Recep Tayyip Erdoğan dans les opinions publiques arabes grâce à sa fermeté à l'encontre d'Israël et à sa violente algarade avec Shimon Peres lors du Forum de Davos, une popularité qui n'est pas sans rappeler celle qui avait nimbé Jacques Chirac à la suite de son altercation avec les gros bras de la sécurité israélienne à Jérusalem, en 1996.

Quoi qu'il en soit, la reprise d'une vraie politique européenne à l'égard de la Turquie s'impose, surtout si l'on veut conforter les avancées démocratiques engrangées par l'AKP depuis 2002, aider Recep Tayyip Erdoğan à lutter contre ses propres démons, conjurer le danger de sa « poutinisation » que redoute une partie de la gauche, à la faveur de sa probable élection à la présidence de la République en 2014 – qui pourrait le maintenir au pouvoir jusqu'en 2023, centième anniversaire de la fondation de la République par Atatürk⁷ –, et s'appuyer sur Ankara pour aider à la reconstruction du Proche et du Moyen-Orient. Elle s'impose d'autant plus que la Grèce s'effondre, plongeant la Méditerranée orientale dans l'inconnu.

Il en va même de la conception que l'on se fait de l'Europe. J'ai toujours été troublé d'entendre que Nicolas Sarkozy entonnait – au nom du pays près, naturellement – le slogan

⁶ Voir par exemple Seymour M. Hersh, « Iran and the Bomb », *The New Yorker*, 6 juin 2011.

⁷ Des posters de la campagne électorale de Recep Tayyip Erdoğan faisaient explicitement référence à ce centenaire de la République, en 2023.

de l'extrême droite turque : « La Turquie, tu l'aimes ou tu la quittes ». Contrairement à ce que prétend une fantasmagorie nationale éculée, il n'y pas de frontière naturelle qui séparerait la Turquie de l'Europe. En tout cas, le séisme de 1999 n'en a pas tenu compte, qui a frappé tout à la fois la rive asiatique et la rive européenne du Bosphore ! Il y a en revanche une frontière politique qui partage simultanément la société turque et les diverses sociétés de l'Union européenne entre les tenants d'une idée universaliste de la citoyenneté et les partisans d'une définition ethnoconfessionnelle de celle-ci. La vraie raison de repousser la candidature d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, pour certains, est précisément l'une de celles qui doivent nous amener à l'envisager positivement, pourvu que Ankara réponde aux critères dits de Copenhague. Si nous ne voulons pas d'une Europe dite chrétienne, qui ne le serait d'ailleurs pas tant que cela si nous écoutons les Eglises, il nous faut accepter notre part musulmane dès lors que celle-ci participe de l'universalité politique. L'ironie de l'Histoire veut qu'en Turquie ce soit un parti d'origine confessionnelle qui ait le plus fait progresser le pays dans cette direction, en dépit de certaines embardées de Recep Tayyip Erdoğan, quand les adeptes de la laïcité kémaliste pure et dure se posaient en gardiens du temple de la citoyenneté ethnoconfessionnelle face aux Kurdes, aux Arméniens, aux Grecs. En d'autres termes, la bataille que mènent les démocrates turcs pour la reconnaissance de l'autonomie et de l'identité politique kurde, ou pour celle du génocide des Arméniens, est aussi la nôtre. Et quand un intellectuel stambouliote comme Murat Belge nous demande : « Ne nous laissez pas devenir fascistes », les résultats des dernières élections dans certains pays d'Europe de l'ouest ou du centre nous suggèrent que les Turcs ne sont pas les seuls à courir ce risque. Frontières naturelles ou pas, nous sommes bien dans le même bateau politique.

Ainsi, le prochain président de la République française devra prendre à bras le corps la question turque, pour des raisons relevant tant de la philosophie politique que de la politique étrangère, et lui apporter une réponse moins stupide que celle dans laquelle nous a enfermés le détenteur actuel du titre. Candidats, au travail ! La victoire de l'AKP vous met le dos au mur.